

Chapitre 2

Le développement durable est un oxymore

Thomas Mulcair

Professeur invité à l'Université de Montréal et ancien ministre de l'Environnement; du Développement durable et des Parcs; et du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

Des années passées sur les lignes de front de batailles environnementales comme militant, ministre et... professeur, m'ont appris à me méfier des faux débats et à me concentrer sur les résultats. Un de ces faux débats porte sur le choix du terme « développement durable » lui-même.

Une vibrante discussion a invariablement lieu chaque session lorsqu'avec une nouvelle cohorte d'étudiants et d'étudiantes, nous analysons l'historique du terme « développement durable » dans le contexte d'un cours des cycles supérieurs que je donne sur le sujet.

Aller au-delà des seules questions environnementales pour englober aussi nos choix sociaux et économiques en même temps, ce que Gro Harlem Brundtland appelait « développement durable », est-ce vraiment une contradiction de termes? Je pense qu'il est possible de s'entendre sur le fait que « croissance durable » renferme un contresens que la science nous permet de prouver hors de tout doute. On ne peut pas, avec des ressources limitées, avoir une croissance illimitée. Si le débat se limitait à cela, le sujet serait facile.

Ayant aussi enseigné la traduction au niveau universitaire et œuvré en rédaction législative, je crois qu'il y a des raisons pratiques pour résister aux chants de sirène qui nous invitent à larguer le terme « déficient » de développement durable. De la même manière qu'en

rédaction législative un *definiendum*¹ artificiel est souvent utilisé pour abréger les références à une idée dont le *definiens* est complexe, le terme « développement durable » renvoie à une définition plus complète qui en explique le sens.

Le terme « développement durable » connaît sa propre vie lexicale et scientifique depuis son apparition il y a une trentaine d'années. Il est devenu une forme abrégée pour dire « il faut respecter les générations futures chaque fois qu'on prend une décision ». Vu comme ça, le débat autour de la terminologie devient plus simple.

J'oserais dire aussi que le choix d'utiliser « développement durable » pour traduire le terme anglais « *sustainable development* » fait partie du problème. Combien de fois avons-nous vu au Canada le très flexible « *sustainable* » souffrir en traduction? Un congrès sur les « *sustainable cities* » peut-il vraiment s'annoncer, dans la langue de Molière, comme un événement portant sur les « villes durables »? On peut bien comprendre le sens, mais d'autres choix s'offrent aussi et « durable » pourrait être avantageusement remplacé par « pérenne », « soutenable » ou « viable », selon le contexte.

Le noyau du syntagme est « développement ». Même là encore, l'anglais nous joue des tours, car dans cette langue le sens premier est, effectivement, croissance². Vers le français, le terme anglais « *development* » peut parfois être mieux traduit en parlant de « mise en valeur » ou d'« évolution ». Pourtant, il est aujourd'hui reconnu que la croissance est de nature plus quantitative, alors que le développement est plutôt qualitatif. Est-ce qu'il faut, pour autant, se battre pour changer le terme « développement durable »? Je ne le crois pas. Commençons par un regard rapide sur l'évolution du mouvement environnemental.

-
1. *Definiendum* est le mot ou la phrase qui est expliqué dans une définition alors que *definiens* est la phrase qui définit le *definiendum*.
 2. Le dictionnaire Oxford Learner's suggère que « *development* » est la « croissance régulière de quelque chose pour qu'elle devienne plus avancée, plus forte, etc. ».

Les années 1960 ont amené, pour la première fois, des discussions de fond sur les dangers directs de notre modèle économique (pollution de l'air, du sol et des cours d'eau, pesticides dangereux pour la santé humaine, etc.). De Rachel Carson à Elinor Ostrom, des voix articulées nous somment depuis des décennies d'arrêter d'utiliser la planète comme ressource et dépotoir infini et gratuit. La solution réflexive était une action gouvernementale centralisée, soit la création de ministères pendant les années 1970. Mais les résultats n'étaient pas au rendez-vous. De nos jours, la gouvernance environnementale est de plus en plus multinationale. À l'international, les Nations Unies proposent des objectifs de développement durable. Les administrations locales et régionales, ainsi que des ONG, jouent dorénavant un rôle de première importance. Au Québec, la Loi québécoise sur le développement durable, qui inclut la subsidiarité³ parmi les grands principes devant nous guider, en est un bon exemple.

Ce qui compte, ce n'est pas la terminologie qu'on utilise pour décrire le résultat à atteindre, mais plutôt d'atteindre le résultat. Qu'il s'agisse de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de protection de la biodiversité, ou encore des droits fondamentaux des peuples autochtones.

Le tout évolue. Il y a trente ans, à l'international, on commençait à peine la discussion sérieuse du rôle des peuples autochtones dans le développement durable. Après un long délai, le Canada a finalement décidé de souscrire à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Si les peuples autochtones sont les premiers concernés, il est également clair que le développement durable peut bénéficier d'une sagesse autochtone plus respectueuse de la Nature, avec un regard qui s'est toujours étendu sur de nombreuses générations.

3. En politique, la subsidiarité renvoie à l'idée que l'action gouvernementale doit être menée par l'entité gouvernementale la plus compétente et la plus proche de ceux qui devraient en bénéficier. Selon le Larousse, il s'agit alors, en droit administratif, d'un principe de délégation verticale des pouvoirs.

Le développement durable est surtout une obligation de respecter les prochaines générations chaque fois que nous prenons une décision au niveau environnemental, social ou économique, c'est-à-dire concernant leur milieu de vie, leur qualité de vie et leur niveau de vie. L'analyse se déplace alors, d'un simple débat terminologique vers un regard plus substantiel. Car s'il y a une critique inéluctable, c'est que nous n'avons pas réussi à respecter et à donner vie à cette vision de développement durable depuis qu'il est entré dans le lexique.

Ce n'est pas la faute du terme. C'est notre faute collective. Là où le bât blesse, c'est lorsque le terme « développement durable » est utilisé à toutes les sauces, souvent dans sa forme la plus indigeste de « *green-washing* ». Ce n'est pas pour autant que je réclamerais son remplacement, car à mon sens, ça ne ferait que déplacer le problème.

Et le problème, à mon avis, c'est le défaut chronique d'appliquer les normes qui ont été édictées pour réaliser le développement durable. Qu'il s'agisse de l'Accord de Paris, des règles fiscales interdisant le recours aux paradis fiscaux ou d'un règlement municipal sur les pesticides, le problème que j'ai rencontré le plus souvent dans ma carrière est le défaut d'appliquer uniformément et rigoureusement les Lois qui existent déjà. Alors, utilisons le développement durable pour ce qu'il est : une carte routière montrant les contours d'un chemin plus sûr pour permettre à toutes les générations d'arriver à bon port. Et chaque fois que quelqu'un, à quelque niveau de gouvernance qu'il soit, annonce que telle ou telle mesure est du développement durable : applaudissons d'abord et exigeons une reddition de compte, ensuite.

Chapitre 30

Transition énergétique : un passage obligé du développement durable pour résoudre la crise climatique ?

Johanne Whitmore

Chercheuse principale à la Chaire de gestion du secteur de l'énergie à HEC Montréal, explorant les liens entre l'énergie et le développement durable.

Résoudre la crise climatique fait désormais partie intégrante du développement durable en raison de son ampleur et de son urgence. Selon la NASA, la décennie 2010-2020 s'annonce la plus chaude jamais enregistrée¹. La science montre que ce dérèglement est la conséquence de la production d'émission de gaz à effet de serre (GES) liée à l'expansion de nos activités économiques qui, depuis la révolution industrielle, a connu un essor grâce à notre accès aux énergies fossiles abondantes et bon marché². Pour résoudre cette crise, il est communément compris qu'il nous faudra réaliser une transition énergétique. La réalité est toutefois plus complexe, car sortir de cette crise dépendra davantage de la manière dont nous consommons l'énergie, que de sa provenance. C'est ce que ce texte vise à démystifier.

L'expression « transition énergétique » a été popularisée pour signifier un passage des énergies fossiles vers les énergies renouvelables en vue de réduire les GES. Or, l'Humanité n'est pas à sa première transition. Les transitions précédentes ont été motivées par l'accès à des sources

1. NOAA. (2020, 15 janvier). *2019 was 2nd-hottest year on record for Earth say NOAA, NASA*. www.noaa.gov/news/2019-was-2nd-hottest-year-on-record-for-earth-say-noaa-nasa
2. The Climate Reality Project. (2019, 1^{er} février). *How Do We Know Humans Are Causing Climate Change?*. www.climate realityproject.org/blog/how-do-we-know-humans-are-causing-climate-change-0

d'énergie plus performantes. Un saut remarquable s'est produit au 18^e siècle lorsque nous sommes passés de la biomasse (principalement le bois), dont le rendement est faible, au charbon, dont le rendement est plus élevé, comme source principale d'énergie. L'arrivée des produits pétroliers et du gaz naturel sur les marchés, après la Deuxième Guerre mondiale, a annoncé la deuxième transition.

Contrairement à ce qu'on peut penser, toutefois, la découverte de sources d'énergie plus performantes n'est pas venue remplacer celles qui l'étaient moins, mais se sont ajoutées aux sources déjà disponibles. Il n'en demeure pas moins que c'est l'accès à des énergies toujours plus performantes qui a permis à l'Humanité d'accélérer la transformation des ressources en biens et a favorisé un essor économique sans précédent à l'échelle mondiale. Si bien que les hydrocarbures répondent désormais à près de 90% des besoins énergétiques de l'Humanité³.

La « troisième » transition que nous pressent d'amorcer les scientifiques suit une logique inverse à celle des précédentes. Elle a pour but d'éviter une catastrophe écologique par le remplacement de sources d'énergie performantes (les hydrocarbures), par des sources souvent moins performantes (énergie renouvelable). Il s'agit donc d'une première de l'histoire. Si les hydrocarbures sont désormais la source principale d'énergie pour l'Humanité, les remplacer par des énergies moins performantes (sans coûts importants pour l'économie) sera impossible sans changer radicalement nos habitudes de consommation. Pour y parvenir, il nous faudra d'abord réduire notre consommation totale d'énergie partout dans le monde. Seulement ensuite, pourrions-nous compenser les GES ou réduire au minimum ce qui subsistera de notre consommation d'hydrocarbures en ayant recours à des sources d'énergie qui émettent moins de GES (ex., biocarburants, solaire, éolien), mais qui sont toutefois plus coûteuses dans certains cas et dont le rendement énergétique est plus faible que celui du pétrole. Cette transition est donc radicalement différente des deux précédentes.

3. Ritchie, H. et Roser, M. (2020). *Energy*. OurWorldInData.org. <https://ourworldindata.org/energy>

Nouveau point de départ

Si les sources d'énergie structurent nos économies et si nous devons passer des hydrocarbures à de nouvelles sources d'énergie dont les émissions de GES sont plus faibles, il nous faudra déterminer quels genres de modèles économiques et de modèles d'affaires peuvent s'accorder aux caractéristiques des énergies renouvelables, dont les rendements et la performance sont souvent moins élevés. C'est ce nouveau point de départ qui permettra de définir à la fois l'économie de demain et les solutions nécessaires pour réussir cette transition d'une économie linéaire qui suit une logique d'« extraction-fabrication-déchets », à une économie circulaire qui vise à maintenir et à valoriser de façon continue le capital naturel, à optimiser le rendement des ressources et à minimiser les pertes au moyen d'une gestion efficiente des réserves et des flux de matière. À partir de cette perspective, la priorité devra être accordée à la réduction des pertes énergétiques ainsi qu'aux gains d'efficacité et d'optimisation des ressources utilisées pour produire, transformer et livrer les biens et services dans nos économies, car la disponibilité et les prix des nouvelles énergies seront différents de ceux des hydrocarbures. Et l'inaction pourrait s'avérer coûteuse.

Pour réussir la transition énergétique, il nous faudra donc d'abord viser à améliorer le rendement de notre économie. Quant aux hydrocarbures, ils doivent servir, d'ici 15 ans, de passerelle pour mettre en place les infrastructures d'une économie plus productive, moins énergivore et fondée sur des sources d'énergie renouvelable. Cela sera-t-il facile à réaliser? Non, car nous irons à l'encontre de nos habitudes de consommation et de la tendance historique des transitions énergétiques précédentes. La bonne nouvelle, c'est que nous disposons des moyens de nos ambitions : l'Humanité n'a jamais eu autant de richesse et de surplus énergétiques à sa disposition tout au long de son histoire. Il ne reste plus qu'à mettre à profit notre imagination afin de construire une économie différente de celle que nous connaissons depuis si longtemps.